

Genève/149^e Assemblée de l'Union Interparlementaire P.2

LA PRESIDENTE DU PARLEMENT DE LA CEDEAO IBRAHIMA MEMOUNATOU PLAIDE POUR UNE REORGANISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL



TR TOGOREVEIL

TR 596 du 18 Octobre 2024

Le pari d'une actualité qui réveille

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Promotion de l'IA en Afrique

L'ORGANISATION INTERNATIONALE CONIIA TISSE SA TOILE A PARTIR DE LOME

Kara / 3^e édition d'Octobre Rose P.6

LA FSS CONTRIBUE A LA LUTTE CONTRE LE CANCER DU SEIN ET DU COL DE L'UTERUS

Traitement et diffusion des informations parlementaires P.4

LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS OUTILLES POUR MIEUX APPREHENDER LES ENJEUX LEGISLATIFS DE MANIERE CLAIRE ET PRECISE

Collaboration renforcée pour la promotion de la culture togolaise P.11

LA MINISTRE KOUIGAN RENCONTRE LES ACTEURS CULTURELS

La SAFER P.10

LES JOURNALISTES S'IMPREGNENT DU FONCTIONNEMENT DES POSTES DE PEAGES



Octobre Rose Edition 2024

LA LTCC ET L'HOPITAL DOGTA-LAFIE ACTIVEMENT SUR LE DEPISTAGE ET LA PRISE EN CHARGE



Nouveau jeu de la LONATO

DES MILLIONS A GAGNER AVEC LE TIRAGE COMMUN ENTENTE (TCE) BENIN 2024

22 NOV 08 DEC 2024 FOIRE INTERNATIONALE DE LOME

- + 1000 exposants
- + 90 000 m² d'espace
- + 500 000 visiteurs



THÈME : "NORMES ET QUALITÉS DES PRODUITS ET SERVICES : OUTILS DE COMPÉTITIVITÉ ET D'ACCÈS AUX MARCHÉS CONNECTÉS"



(+228) 91 20 70 70 - 99 20 70 70 - 79 50 00 00 / www.cetef.tg



Genève/149^e Assemblée de l'Union Interparlementaire

LA PRÉSIDENTE DU PARLEMENT DE LA CEDEAO IBRAHIMA MEMOUNATOU PLAIDE POUR UNE REORGANISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

La Présidente du Parlement de la CEDEAO, Mémounatou Ibrahima, a pris part à Genève, à la 149^{ème} Assemblée de l'Union Interparlementaire (UIP), tenue du 14 au 17 octobre 2024. Cet événement majeur rassemble des représentants de 180 parlements à travers le monde autour du thème central : « Exploiter la science, la technologie et l'innovation pour un avenir plus pacifique et durable ».

Lors de son intervention à la tribune de l'assemblée, Mémounatou Ibrahima a salué la pertinence de ce thème pour l'Afrique de l'Ouest. Elle a souligné que, malgré sa diversité culturelle et ses abondantes ressources naturelles, la région fait face à des défis complexes. Selon elle, la technologie et l'innovation sont essentielles pour aborder ces défis et accélérer le développement dans divers secteurs tels que le climat, la santé, l'éducation et la formation.

La cheffe du Parlement de la CEDEAO a également mis en lumière les



perspectives prometteuses offertes par les avancées technologiques, notamment l'émergence de l'intelligence artificielle. « Ces progrès n'entraînent

pas nécessairement la suppression d'emplois, mais contribuent à une meilleure productivité », a-t-elle affirmé. Elle a plaidé pour une réorganisation

du marché du travail afin de créer de nouveaux emplois innovants, évitant ainsi que les technologies n'aggravent le chômage.

Mémounatou Ibrahima a appelé à une meilleure coopération interparlementaire pour accompagner ces évolutions et encourager une utilisation responsable et inclusive des technologies. « Nous sommes à un moment charnière de l'histoire de l'humanité, un moment qui nous appelle à une meilleure orientation des progrès technologiques », a-t-elle insisté.

L'assemblée, qui s'est achevée le 17 octobre, vise à renforcer les échanges entre les parlements du monde entier afin de promouvoir des politiques, favoriser la paix et le développement durable, en s'appuyant sur la science et l'innovation.

Marcel SOGLO

« Reine des Sciences et Technologies » édition 2024

LA PRÉSIDENTE DE LA FONDATION ASSAL EN PARLE AVEC LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Madame Abira Bonfoh, présidente de la Fondation Asaal, a été reçue ce mercredi 16 octobre 2024 au siège de la Représentation nationale par le président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé. L'essentiel des échanges entre les deux personnalités a porté sur les activités inscrites au programme de la cérémonie de remise de prix du concours « Reine des Sciences et Technologies » édition 2024, qui se tiendra le 19 octobre à l'hôtel 2 Février, un moment dédié à l'excellence scientifique féminine.

« Nos discussions ont porté sur le concours Reine des Sciences et Technologies. Ce concours qui est une initiative de la fondation Assal promeut l'excellence féminine dans les domaines scientifiques et technologiques. Nous avons donc eu l'occasion de présenter les contours de ce concours au président pour bénéficier de ses conseils. Le président nous a écoutés avec passion, donnés



quelques directives. Au cours de nos échanges, j'ai dit au président que j'affectionne plus le mot « équité » qu'« égalité » car la femme sait se vendre lorsqu'on met les moyens qu'il faut à sa disposition. La relève féminine de demain, ce sont

les jeunes filles d'aujourd'hui et il faut qu'elles puissent éclore avec toutes les compétences nécessaires. En ce qui concerne la procédure de sélection, un appel est lancé sur toute l'étendue du territoire et chaque fille intéressée peut déposer une

lettre de motivation et postuler. A la suite de la réception des dossiers, ils sont transférés à la fondation, le président du jury procède au tri et met l'accent sur les conflits d'intérêts pour éviter qu'un membre ne privilégie sa fille. Sur les cinq régions du

Togo, nous sélectionnons les trois meilleures. Au nombre de quinze au total sur les trois régions, elles sont invitées à Lomé pour un test écrit et oral. A l'issue de ce test, trois sont retenues cette fois-ci indépendamment des régions pour la soirée de la finale. », a indiqué Mme Abira Bonfoh au sortir de l'audience.

En tant que présidente fondatrice de la fondation Asaal et de l'association AWA, elle s'engage dans l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables et des couches sociales défavorisées. Experte en ingénierie financière, en passation de Marchés publics et Marchés Pétroliers, elle est également auteur du livre « Députée de la Nation ou les leçons d'un sacerdoce de cœur ».

Pour rappel, Madame Abira Bonfoh a été députée au cours de la 6^e législature.

Germain POULI

Présidentielle en Tunisie

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE KLASSOU A CONDUIT LA MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE



Le 06 octobre 2024, les Tunisiens étaient aux urnes pour l'élection du président de la République. A l'issue de cette présidentielle, Kaïs Saïed, le Président sortant a été réélu avec 90,69% des voix contre 7,35% pour son challenger Ayachi Zammel et 1,97% pour le candidat Zouhaïr Maghzaoui. L'ancien Premier ministre Prof Komi Selom Klassou a conduit la mission d'observation électorale de

l'Union Africaine.

Tout au long du processus électoral, le ministère des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens de l'étranger a particulièrement salué le rôle de l'Union africaine dans l'observation du déroulement de l'élection présidentielle ainsi que la solide coopération pour le renforcement de la gouvernance sur le continent.

Le chef de la mission d'observation électorale de l'Union africaine, Prof Komi Selom Klassou s'est réjoui du climat de paix qui a caractérisé ce scrutin avant de féliciter le peuple tunisien pour sa maturité. La mission de l'Union africaine note que les élections se sont déroulées de manière normale et transparente et qu'aucune infraction n'avait été constatée dans les bureaux de vote couverts par la

délégation.

À l'issue de cette mission, plusieurs observations et recommandations ont été faites pour améliorer les prochaines échéances électorales.

La Mission d'observation électorale de l'Union Africaine note avec satisfaction le climat de paix dans lequel l'élection présidentielle s'est tenue le 6 octobre 2024. Elle félicite l'ISIE, l'Instance supérieure indépendante pour les élections, pour l'expertise dont elle a fait montre dans l'organisation effective du scrutin aussi bien sur le territoire national qu'à l'étranger.

Elle déplore le faible engagement observé chez les citoyens tunisiens, notamment les jeunes, et ce malgré les efforts et l'engagement de l'ISIE à conduire le processus de manière professionnelle.

La Mission remercie sincèrement le gouvernement et le peuple tunisiens pour leur hospitalité et les dispositions prises pour faciliter son travail. Elle témoigne également sa gratitude à l'ensemble des parties prenantes internes et externes qui ont bien voulu interagir avec elle en vue de la réalisation de son mandat. Le choix de l'ancien Premier ministre togolais est le fruit du leadership et de la diplomatie agissante du Président de la République togolaise Faure Gnassingbé à travers le monde.

Source : SCP

Risques d'inondation

LES MINISTRES MADJOLBA ET AZIABLE APPELLENT LES POPULATIONS A LA VIGILANCE



Suite aux fortes pluies qui se sont abattues ces derniers jours sur le territoire national, des risques d'inondations ont été notés çà et là. Des mesures ont immédiatement été prises par le gouvernement afin d'éviter le pire. Les ministres de la sécurité et de la protection civile, Calixte Madjoulba et sa collègue de l'eau et de l'assainissement, Mila Aziable ont appelé les populations à la vigilance.

La ministre de l'eau et de l'assainissement a effectué le 13 octobre dernier une journée dans les quartiers d'Avédji, Woéssomé, Gbomamé, Avenou, Glenkomé, Segbé, Adidogomé. L'objectif est d'évaluer l'impact des fortes pluies de la nuit précédente et prendre des mesures urgentes. «Nous avons été ravis d'échanger avec les riverains de la zone de Segbé, qui se sont mobilisés pour nous accompagner tout au long de nos visites. Ils nous ont également fait des propositions précieuses! En plus des actions immédiates, nous préparons des solutions durables en lien avec le schéma directeur de

développement et d'assainissement. Merci aux équipes de l'ANPC et de l'ANASAP pour leur soutien continu en cette période difficile. Ensemble, nous mettons tout en œuvre pour protéger et soulager durablement nos concitoyens», s'est-elle réjoui.

«De fortes pluies persistent depuis plusieurs heures, notamment dans la région maritime. Face aux risques d'inondation particulièrement élevés, restons vigilants ! Alors que les systèmes d'évacuation se mettent en place, évitons les zones inondables, suivons les consignes des services compétents, et veillons les uns sur les autres ainsi que sur nos biens. En cas de besoin, je vous invite à contacter la protection civile au numéro vert 170. Prudence et vigilance dans nos déplacements», a déclaré pour sa part Calixte Batossie Madjoulba, ministre en charge de la protection civile.

YK



R TOGOREVEIL

<p>DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI</p> <p>COMITÉ DE RÉDACTION Komi YAWO Marcel A. SOGLÓ Londou KAWANA Patrick Nima Pégy</p> <p>SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Aissata TOURE</p> <p>SECRETARIAT Micheline MENSAH</p> <p>INFOGRAPHIE Alex KPATIDE (91 77 29 94)</p>	<p>DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tél: 22 36 18 58 02 BP 20061 LOMÉ</p> <p>Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawoe face Ets VINS D'ITALIE Tél: 22 61 12 18 / 22 36 18 58 90 02 76 54 E-mail: gpoulte@yahoo.fr</p> <p>Tirage 4000 Exemplaires</p> <p>IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U</p>
--	--

Traitement et diffusion des informations parlementaires

LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS OUTILLES POUR MIEUX APPREHENDER LES ENJEUX LEGISLATIFS DE MANIERE CLAIRE ET PRECISE

Afin de mieux permettre aux journalistes togolais de mieux comprendre les mécanismes parlementaires et d'acquiescer les compétences nécessaires pour une couverture médiatique rigoureuse et pédagogique de l'information législative, l'Assemblée nationale a lancé ce vendredi 11 Octobre 2024 le séminaire de formation et d'information à l'intention des médias. Les travaux ont été ouverts par le président de l'Assemblée nationale Sévon Tépé Adédzé en présence de l'honorable Aimé GOGUE et M. Ayao DZREKE, 4ème vice président. L'intérêt autour duquel gravite cette rencontre se résume en cette thématique «le traitement et la diffusion des informations parlementaires». Avec l'adoption de la Constitution de la Ve République, le Togo bascule dans un régime parlementaire il y a quelques mois. Cette réforme majeure place désormais la Représentation nationale au cœur de la vie républicaine, assurant ainsi un meilleur équilibre des pouvoirs et renforçant la stabilité juridique de notre nation.

En tant qu'acteurs incontournables de la publication et de la diffusion de l'information législative, les professionnels des médias ont un rôle important à jouer pour une diffusion juste, claire et accessible des informations parlementaires. En organisant cette formation, le parlement togolais réaffirme son engagement à travailler en étroite collaboration avec les médias, convaincu qu'une information juste, complète et transparente est la clé d'une participation citoyenne accumulée et d'un contrôle effectif des politiques publiques.

Des experts en la matière à l'instar de M. Efoe KINI, Chef de Cabinet du Président de l'Assemblée nationale, Prof. Germaine Kouméalo ANATE, député, Enseignant Chercheur et M. Amevi DABLA, Consultant en Communication ont à travers les différentes thématiques permis aux participants de mieux comprendre les mécanismes parlementaires. Des thématiques portant sur les grandes innovations de la Constitution du 6 mai 2024 ; le processus d'adoption des lois et de contrôle de l'action gouvernementale ainsi que le traitement et la diffusion des informations



parlementaires ponctuées d'un atelier pratique ont été expliquées aux médias pour mieux appréhender les enjeux législatifs de manière claire et précise.

«Au niveau du parlement nous notons un certain bicaméralisme. D'abord le sénat et ensuite l'Assemblée Nationale qui est la clé de voûte au sein du pouvoir politique. En ce qui concerne les ordres séparés ou bien des ordres, on note la création de deux ordres séparés, le conseiller d'Etat et la Cour de passation. Nous notons également en 3ème idée force la constitutionnalisation de cinq autorités indépendantes et la mutation de certaines appellations. Nous avons par exemple le Conseil économique et sociale, la Commission Nationale des Droits de l'Homme ; la Haute Autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corruption, le médiateur de la république qui n'est plus et qui est devenu le protecteur du citoyen», a fait savoir M. Efoe KINI, parlant des innovations de la constitution du 6 mai 2024, le processus d'élaboration et d'adoption de la loi et le contrôle de l'action gouvernementale. Pour lui «En ce qui concerne le processus

d'élaboration et d'adoption des lois, le Chef de cabinet à commencer par une trajectoire historique, nous notons cinq grandes mutations. D'abord la première appellation était le Conseil des notables ensuite l'Assemblée territoriale ; l'Assemblée législative ; la Chambre des députés et finalement l'Assemblée nationale. Nous notons également que le mandat des députés est représentatif et que tout mandat impératif est nul. En ce qui concerne le circuit de la loi. Il est également exposé le circuit de la loi sans oublier la procédure de la loi notamment le dépôt l'examen et la promulgation par le président du Conseil et cette promulgation doit être faite dans un délai de 15 jours. En dernière position il nous est présenté le contrôle de l'action du gouvernement par le parlement. Nous notons trois grandes idées fondamentales. Le rôle des commissions permanentes, les commissions d'enquête et les missions d'information et enfin de compte les questions orales et les questions écrites.» Dans le traitement des informations législatives, le journaliste est appelé à être objectif et transparent ; naviguer entre la prudence et

l'éthique. Parlant de la responsabilité sociale du journaliste le citoyen doit être bien informé. Le journaliste est également appelé à ne pas céder à la déformation des informations et à la manipulation des faits.

«Aujourd'hui nous voulons des institutions fortes. Nous voulons plus de stabilité. Nous voulons renforcer notre présence aux côtés de nos populations. C'est elles qui nous ont fait confiance. Nous voulons bref faire en sorte que la grande vision du gouvernement portée par le Chef de l'Etat son excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, vision que nous résumons en disant que le Togo notre pays a besoin d'être en paix, d'être une nation moderne, nous en avons besoin, une croissance économique inclusive et durable donc qui ne laisse de côté aucun togolais. Que cette grande vision puisse recevoir un coup de fouet dans le sens de l'accélération de sa concrétisation. Et c'est ce qui justifie la loi du 6 mai 2024, la loi n°2024-005 du 6 mai 2024 portant constitution de la 5ème république», a expliqué M. Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, président de l'Assemblée nationale aux hommes des médias.

«Vous êtes les premiers relais de l'information auprès de nos concitoyens. C'est à travers vos reportages que la population peut être informée des enjeux de notre régime parlementaire et de son impact sur leur quotidien. C'est pour cette raison que cette session de formation a été conçue pour vous permettre de mieux comprendre les mécanismes parlementaires et d'acquiescer les compétences nécessaires pour une couverture médiatique rigoureuse et pédagogique de l'information législative», a-t-il ajouté.

Le président de l'Assemblée nationale s'est réjoui de cette initiative qui «contribue à rapprocher encore davantage l'Assemblée nationale de la population, en permettant une meilleure participation citoyenne. Le lien que vous établissez à travers vos reportages est essentiel pour renforcer cette proximité, dans un contexte où la démocratie parlementaire exige un dialogue permanent entre les élus et les citoyens.»

Komla YAWO

Développement du secteur de l'agriculture

16,4 MILLIARDS DE FCFA DE LA BAD POUR LE TOGO



Le Togo vient de bénéficier d'un important appui de la part de la Banque africaine de développement (BAD) en faveur de son Projet de Transformation Agroalimentaire (PTA II). Un accord de financement d'un montant de 16,4 milliards de FCFA a été signé la semaine dernière à Lomé entre le Togo et l'institution bancaire africaine. Les documents ont

été paraphés par le ministre de l'économie et des finances M. Essowé Georges BARCOLA et Wilfrid ABIOLA, représentant pays de BAD.

Pour le ministre des finances Georges Barcola, «il s'agit d'un crédit destiné à soutenir le projet de transformation agro-alimentaire du Togo, l'un des axes stratégiques de la Feuille de Route

Gouvernementale Togo 2025. Cet axe met un accent particulier sur la modernisation de l'agriculture et sa transformation industrielle, de manière à en faire un véritable moteur de croissance inclusive et de création d'emplois pour les jeunes et les femmes, en leur offrant des opportunités d'entrepreneuriat dans le secteur agricole. Le projet de transformation agro-alimentaire du

Togo, s'inscrit justement dans cette vision ambitieuse de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République de faire de l'agriculture une industrie compétitive, capable de soutenir la sécurité alimentaire et de positionner le Togo comme un hub logistique et de service ». Cette phase II arrive après le bon déroulement de la phase une (I) toujours financée par la BAD et qui a permis de faire des réalisations majeures, notamment la mobilisation de 11 100 hectares dans 31 zones d'aménagements agricoles planifiées (ZAAP) et la construction de 7 centres de transformation agricole (CTA). Ces infrastructures ont eu un impact significatif sur la productivité et ont permis de réduire les pertes post-récoltes, augmentant ainsi les revenus des agriculteurs. La phase II du projet va se concentrer sur le renforcement de ces acquis et sur l'extension des zones de transformation agro-alimentaire. A cet effet, il est prévu, entre autres, la construction et l'opérationnalisation d'un parc agro-industriel moderne, équipé d'infrastructures modernes telles que la voirie, les réseaux

d'eau et d'électricité, et même une fibre optique pour attirer l'installation d'entreprises agro-industrielles.

«Ce financement est destiné à soutenir la Phase II du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA). Le PTA II est le résultat du phasage du Projet de Transformation Agroalimentaire du Togo (PTA-Togo), et vise à consolider et renforcer les acquis de la première phase (PTA I). Il s'articule autour de trois composantes principales», a souligné M. Wilfrid ABIOLA représentant pays de la BAD

L'objectif général du PTA II est donc de réaliser des investissements qui vont favoriser une croissance agricole inclusive, créatrice d'emplois et réductrice des importations alimentaires grâce aux mesures d'incitation à l'investissement privé dans les filières clés (riz, maïs, soja, sésame, poulet de chair et noix de cajou).

Ce financement traduit l'excellence des relations de coopération entre la BAD et la République Togolaise.

Patrick NIMA

Promotion de l'IA en Afrique

L'ORGANISATION INTERNATIONALE CONIIA TISSE SA TOILE A PARTIR DE LOMÉ



Il n'y a plus de mois qui passe sans que Lomé, la capitale togolaise, n'accueille un acteur ou un événement important sur l'Intelligence Artificielle depuis que le togolais, Docteur Malik Morris MOUZOU, Président du Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) s'est battu pour obtenir l'installation du siège Afrique de cette organisation internationale dans la capitale togolaise. Après la formalisation, le 30 septembre dernier, de son partenariat avec le ministre ivoirien de la Transition numérique et de la Digitalisation en vue de l'élaboration de la Stratégie nationale de l'Intelligence Artificielle de la Côte d'Ivoire, CONIIA a accueilli cette semaine à Lomé, cette fois-ci dans le cadre de la mise en œuvre continue de son programme MEDIAFRIQUE, deux personnalités de la presse sénégalaise pour la signature d'une convention de partenariat entièrement dédié à la formation et à l'immersion des journalistes africains dans l'Intelligence Artificielle (IA) afin de démystifier l'IA, d'aider les journalistes des pays d'Afrique à mieux comprendre l'IA, à maîtriser ses outils et à les utiliser efficacement dans leur travail tout en respectant l'éthique. Le cercle des pays africains bénéficiaires du Programme MEDIAFRIQUE de CONIIA, s'élargit donc avec la Signature ce mardi 15 Octobre 2024 d'une Convention de Partenariat entre le Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) et le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Sénégal (SYNPICS). L'accord a été signé à Lomé lors d'une cérémonie qui a eu lieu à l'Hôtel 2 Février, entre Docteur Malik Morris MOUZOU, Président du Conseil International de l'Intelligence Artificielle (CONIIA) et Président d'Honneur de Human AI et M. Bamba KASSE, Secrétaire Général du Syndicat des Professionnels et Communicateurs du Sénégal (SYNPICS), en présence de M. Mamadou Ibra KANE, Président du Conseil des Diffuseurs et Editeurs de Presse du Sénégal. (CEPDS). Cette convention prévoit la formation d'au

moins Cent-vingt journaliste sénégalais sur l'Intelligence Artificielle en novembre prochain à Dakar.

Destiné à la formation de 100 à 200 Journalistes dans chaque pays africain, le Programme MEDIAFRIQUE de CONIIA a déjà permis la formation de trois cent hommes de médias au Togo et en Côte d'Ivoire entre 2023 et 2024.

CONIIA...Un Acteur Global de l'Intelligence Artificielle

Le Conseil International de l'IA (CONIIA), en tant qu'entité émergente dans le domaine de l'IA, rassemble des experts, des chercheurs, et des praticiens de premier plan à l'échelle mondiale a pour mission de promouvoir l'innovation technologique, l'éthique et l'excellence dans le domaine de l'intelligence artificielle.

L'Organisation Internationale CONIIA œuvre pour une IA qui bénéficie à tous, en mettant l'accent sur la recherche, l'éthique... et les applications pratiques qui peuvent transformer positivement nos sociétés. Présidé par Dr Malik Morris MOUZOU, Docteur en Intelligence Artificielle, Président d'Honneur Human AI Monde, CONIIA est présent en Chine, en Corée du Sud, aux États-Unis et en France.

CONIIA est dédié à la création de plateformes de collaboration et d'échange, où les idées peuvent prospérer et les partenariats se former. La Semaine de l'Intelligence Artificielle-SIA, co-organisée avec Human AI, au Togo, est le reflet de cet engagement, réunissant des talents divers de l'IA dans un cadre unique et dynamique.

A partir de Lomé...Bâtir des Ponts entre les Continents

CONIIA joue un rôle crucial en connectant l'Afrique au reste du monde dans le domaine de l'IA. En septembre 2024, CONIIA et son partenaire Human AI ont été choisis comme Partenaires Stratégiques par la Côte d'Ivoire pour l'élaboration de sa Stratégie Nationale

de l'Intelligence Artificielle et de la Gestion des Données. En choisissant également Lomé comme siège Afrique et lieu d'accueil de la première édition de la Semaine de l'Intelligence Artificielle (SIA 2024), CONIIA souligne l'importance de l'Afrique dans le paysage technologique mondial.

En 2025, CONIIA organisera les premières Journées de l'Intelligence Artificielle (JIA 2025) à Abidjan en partenariat avec le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation de la République de Côte d'Ivoire. Des acteurs majeurs d'autres pays comme le Mali, le Tchad et le Benin travaillent aussi activement sur des projets et programmes avec le Conseil International de l'Intelligence Artificielle.

« Il serait difficile de réussir une stratégie nationale en intelligence artificielle (IA) sans impliquer les journalistes, car ils jouent un rôle crucial dans la diffusion de l'information, l'éducation du public et l'analyse critique des innovations technologiques. Les journalistes sont des relais d'information essentiels pour sensibiliser et informer la population sur les enjeux et les bénéfices de l'IA. Ils peuvent également contribuer à instaurer la confiance du public en rendant les technologies compréhensibles et en mettant en lumière les impacts éthiques, économiques et sociaux de l'IA. Sans une formation adaptée, les journalistes risquent de mal interpréter ou simplifier des sujets complexes, ce qui pourrait nuire à la compréhension générale et à l'adoption de l'IA au sein du pays. En somme, une stratégie nationale en IA aurait tout à gagner à inclure la formation des journalistes, afin de garantir une couverture médiatique éclairée et une éducation adéquate de la population sur ces technologies émergentes. » affirme Docteur Malik Morris MOUZOU

Outre les acteurs étatiques engagés dans la transformation numérique et les médias, CONIIA travaille avec plusieurs autres acteurs en Afrique (les élus, les entrepreneurs, les startups, agriculteurs, les artistes, les étudiants, les demandeurs d'emplois...) avec la ferme croyance à

l'importance de l'inclusivité et de la durabilité dans le développement de l'IA en Afrique.

A travers ces connections actuelles et futures, l'organisation internationale CONIIA dont le siège Afrique est sur l'Avenue des Gouverneurs à la Cité OUA à Lomé, en face de l'Ambassade de l'Union Européenne au Togo, contribue à positionner Lomé comme l'une des indéniables capitales de l'IA en Afrique. La présence de CONIIA à Lomé est également l'expression et la matérialisation de la volonté des plus hautes autorités du Togo qui veulent faire du pays un hub digital de référence conformément à de la Feuille de Route Gouvernementale 2020-2025 notamment l'Axe 3 qui vise la digitalisation des principaux services publics et le Développement d'un Hub digital au Togo, axe qui s'exécute d'ailleurs avec beaucoup d'engagement sous la houlette du Président de la République togolaise, Faure GNASSINGBE.

L'Exhortation du Président du CONIIA aux Africains

Convaincu que l'IA transforme déjà l'Afrique au regard des initiatives remarquables qui sont déjà en cours sur le continent et qui témoignent de la capacité des africains à innover et à s'adapter aux technologies de pointe, Dr Malik Morris MOUZOU qui ne manque jamais de souligner que le Togo et l'Afrique font des pas assez significatifs dans cette révolution numérique, invite la jeunesse, les femmes et les hommes d'Afrique à saisir les opportunités qu'offre l'IA : « Africains, je vous exhorte à recevoir avec la plus noble bienveillance l'intelligence artificielle, afin qu'elle vous octroie une transcendante élévation, sublimant ainsi vos facultés et révélant toute la grandeur de votre génie. »

Source : Direction de la Communication de CONIIA

Partenariat

LE TOGO ET LA BANQUE MONDIALE DRESSENT UN BILAN POSITIF ET DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES

Le Ministre Secrétaire général de la présidence de la République, et Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, a accueilli Monsieur Abdou Salam Bello, Administrateur du Groupe Afrique II de la Banque mondiale, dont le mandat arrive à terme. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des préparatifs des prochaines Assemblées annuelles de la Banque mondiale, prévues du 21 au 28 octobre à Washington, et a permis de faire le bilan des activités de l'Administrateur tout en explorant les futures opportunités de collaboration entre le Togo et l'institution.

Lors de cette rencontre, Abdou Salam Bello a salué les efforts du Président de la République togolaise dans le renforcement du partenariat avec la Banque mondiale, notamment à travers le nouveau Cadre de partenariat 2025-2029. Il a souligné l'importance des réformes entreprises par le Togo, ainsi que son engagement pour des initiatives telles que le Guichet « prévention et résilience ». Il a également rappelé le rôle proactif du Président togolais lors des Assemblées annuelles passées, notamment sur des questions critiques comme la sécurité alimentaire et la paix.

Le Togo s'impose, selon lui, comme l'un des pays les plus performants dans la mise en œuvre des projets soutenus par la Banque mondiale. Cette efficacité est attribuée à la



qualité du leadership et à la volonté de relever les défis de développement dans un contexte régional souvent marqué par des fragilités.

De son côté, Dr Sandra Ablamba Johnson a exprimé, au nom du Président et du gouvernement togolais, sa gratitude envers

la Banque mondiale pour son appui constant. Elle a particulièrement mis en avant la récente mobilisation de ressources conséquentes de l'institution, avec un engagement financier total de 1,21 milliard de dollars US en faveur du Togo, contre 174 millions en 2017. Elle a

aussi salué la mise en œuvre du projet d'accès au Guichet pour la prévention et la résilience, doté d'un financement de 315 millions USD, destiné à soutenir le Programme d'urgence de la région des Savanes (PURS), dans le but de renforcer la résilience des populations vulnérables.

Dans la continuité de ces efforts, le nouveau Cadre de partenariat 2025-2029 devrait permettre de mobiliser plus de 1,5 milliard de dollars supplémentaires, un financement stratégique qui visera à soutenir des secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'énergie, la connectivité et le développement des villes secondaires. Cette stratégie vise à promouvoir un développement durable au Togo, tout en contribuant à la réduction de la pauvreté et à la prospérité partagée.

En somme, cette rencontre entre Dr Sandra Ablamba Johnson et Abdou Salam Bello traduit la solidité du partenariat entre le Togo et la Banque mondiale. Elle ouvre la voie à de nouvelles perspectives de développement et de coopération, dans un contexte marqué par des réformes audacieuses et un engagement fort pour le progrès social et économique du Togo.

Marcel SOGLO

Kara / 3^e édition d'Octobre Rose

LA FSS CONTRIBUE A LA LUTTE CONTRE LE CANCER DU SEIN ET DU COL DE L'UTERUS



A l'occasion de la troisième édition de la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus, la Faculté des Sciences de la Santé (FSS) de l'Université de Kara organise du 15 au 31 octobre 2024 une campagne de dépistage et de sensibilisation sur les modes de transmission et de traitement du cancer du sein et du col de l'utérus à l'endroit des femmes de la région de la Kara. Pilotée par l'Association des Etudiants en Médecine, Pharmacie et Odontologie (AEMPO) en partenariat avec le

Centre Hospitalier Universitaire de Kara (CHU-Kara) et la Direction Régionale de la Santé de Kara, l'objectif de cette campagne est de permettre à toutes les couches sociales de bénéficier des dépistages à un prix abordable afin de prévenir la contamination du cancer du sein et du col de l'utérus chez les femmes. Les bilans médicaux ont prouvé que « les femmes arrivent souvent à l'hôpital à un stage terminal. Or, il suffisait des dépistages précoces pour augmenter leur chance de survie », a souligné le Lieutenant-Colonel

Prénom HOUZOU-MOUZOU, Doyenne de la FSS. Pour réduire les risques de contraction de ces virus cancérogènes, elle a invité toute la communauté à l'application des consignes d'auto-examen et à la consultation clinique en vue d'une prise en charge adéquate. Grâce à ce projet, les femmes ont été sensibilisées sur l'importance du dépistage régulier, les auto-examens, les facteurs de risque, les symptômes et les moyens de prévention contre ces cancers. L'initiative vient témoigner la partition de l'Université de Kara

à l'aboutissement de la politique d'accès aux soins universels prônée par le gouvernement togolais. Selon M. Kodjo Lincoln DJOKOTO, Vice-président aux affaires externes de l'AEMPO de Kara, « le programme du mois de l'Octobre Rose permet de rapprocher l'hôpital des populations dans le but de rendre accessibles les soins de santé à toute la communauté ». Les populations des différents cantons ont également bénéficié des examens cliniques tels que l'échomammographie et le

frottis cervical. Satisfaites du programme, elles s'engagent à relayer l'information à leurs paires. Il est à noter que la FSS compte atteindre un effectif total de 500 bénéficiaires, repartis sur six sites à savoir les sites de Lassa-bas, Pya, Ketao, Bassar, Nouveau marché de Kara et celui du CHU Kara.

Jean KPATIKA, Correspondant TOGOREVEIL à Kara



Octobre Rose Edition 2024

LA LTCC ET L'HOPITAL DOGTA-LAFIE ACTIVEMENT SUR LE DEPISTAGE ET LA PRISE EN CHARGE



L'hôpital de référence du Togo, DOGTA-LAFIE a organisé en collaboration avec la Ligue Togolaise Contre le Cancer (LTCC), une importante journée de sensibilisation et de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, ce samedi 12 octobre 2024. Cet événement s'inscrit dans le cadre du 16ème chapitre de la célébration du mois d'Octobre Rose, dédié à la lutte contre ces cancers féminins.

Dès les premières heures de la matinée, de nombreuses hommes et femmes étaient présents pour s'informer des symptômes et les moyens de préventions de la maladie. Les femmes ont cependant bénéficié des examens gratuits proposés.

L'équipe médicale, composée de gynécologues, sages-femmes et infirmières, s'est mobilisée pour accueillir et prendre en charge les patientes tout au long de la

journée.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence de plusieurs personnalités, dont la Directrice de l'hôpital, le président de la LTCC, des experts du domaine et des professionnels des médias.

Face aux dégâts enregistrés de cette maladie, le président de la ligue le Dr AWITY Stéphane, lance un appel de soutien aux autorités et aux bonnes volontés : « Le cancer du sein et le cancer du col de l'utérus sont les deux cancers les plus fréquents chez la femme au Togo. Nous devons accroître et multiplier les campagnes de sensibilisation, mais aussi nous mobiliser pour le dépistage des femmes ensuite à trouver des solutions aux questions de la prise en charge qui coûtent très cher. », a-t-il affirmé.

Dans leurs présentations, les experts ont souligné l'importance du dépistage précoce : «

On dénombre tous les jours les cas de cancer du sein et du col de l'utérus. Un dépistage régulier permet de les détecter à un stade précoce et d'augmenter considérablement les chances de guérison ». ont-ils mentionné. Au cours de cette journée, plusieurs activités ont été au rendez-vous dont les séances d'information sur les facteurs de risque, les signes d'alerte et les démonstrations d'auto-examen des seins.

Le témoignage émouvant de Mme LYN sur son parcours de combattant face au cancer du sein, a permis au public de prendre cette maladie au sérieux et d'agir efficacement contre elle. Pour plusieurs participant(e)s à cet événement, cela les a permis de bien s'informer sur les manifestations de la maladie sans être dans le corps médical. C'est ce que nous a fait savoir Elisabeth SEDA qui a aussi pris part à l'événement

: « Personnellement, c'est ma première participation à l'événement. J'étais vraiment très peu informé par rapport à la maladie. Mais en participant à la sensibilisation, j'ai découvert ses symptômes et les gestes à mener pour la détecter précocement », a-t-elle fait entendre.

Le Médecin Lt-col Eyouevi AKATA, Directeur médical, s'est réjoui du succès de l'opération : « Cette forte participation montre que nos efforts de sensibilisation portent leurs fruits. Nous espérons que cet élan se poursuivra au-delà d'Octobre Rose. ».

Cette journée de dépistage à l'hôpital DOGTA-LAFIE marque une étape importante dans la lutte contre les cancers féminins au Togo, en combinant sensibilisation, prévention et accès aux soins.

Etienne (Stagiaire)

UN CENTRE NUMERIQUE VIENT REVOLUTIONNER LA SANTE PUBLIQUE

Le Togo fait un pas important vers l'amélioration de son système de santé avec la construction d'un nouveau centre dédié à la digitalisation des services médicaux. Le ton de construction d'un centre dédié à cet effet, a été donné avec la pose de la première pierre le jeudi 10 octobre 2024.

Ce projet, dont le coût des travaux est estimé à près de deux millions de dollars américains, soit environ un milliard de francs CFA, s'inscrit dans le cadre de l'appui à la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Il a pour objectif de résoudre de manière durable les défis liés à l'accès aux soins de santé pour tous, en intégrant les technologies numériques.

Binta Sanneh, Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Togo, a souligné l'importance de cet appui, qui vient renforcer les initiatives déjà en place pour soutenir les efforts du Gouvernement dans la modernisation du système de santé. Cet engagement s'inscrit dans une stratégie globale visant à garantir la sécurité sanitaire et la résilience au sein des communautés.

A terme, ce nouveau centre jouera



un rôle clé dans la gouvernance opérationnelle et la gestion des activités de digitalisation dans le secteur de la santé. Il permettra notamment la mise en place de services tels que la télé-échographie, la télé-dermatologie, la formation continue et à distance pour les professionnels de santé, ainsi que

la téléconsultation. Ces initiatives contribueront à améliorer l'accès aux soins, particulièrement dans les zones rurales et difficiles d'accès, tout en renforçant les capacités du personnel médical à travers des formations à distance.

Les travaux prévus pour 20 mois vise à relever le défi de la santé

maternelle et infantile par l'utilisation d'innovations technologiques pour réduire la mortalité maternelle et infantile au Togo, en rendant disponible pour les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les enfants, le premier outil diagnostic incontournable qu'est l'échographie obstétricale

et son interprétation à distance par les spécialistes du domaine; les maladies non transmissibles et les maladies tropicales négligées par l'amélioration de la prise en charge des maladies de la peau dans les milieux défavorisés en respectant l'équité et le genre; la gestion des épidémies et des pandémies par la télémédecine pour décongestionner les structures de santé en période de crise sanitaire.

« Je voudrais saluer et féliciter le Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa vision éclairée à travers la feuille de route gouvernementale 2020-2025. En effet, la santé numérique, ou mieux la révolution numérique contribue pleinement à la réalisation du projet 3 relatif à la mise en place de la couverture sanitaire et bien d'autres projets », a indiqué Tchinn DARRE, Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Le projet marque ainsi une avancée significative dans la modernisation du système de santé togolais, tout en mettant l'accent sur l'usage du numérique comme levier pour atteindre une couverture sanitaire universelle.

Marcel SOGLO



ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE



NOUS AVONS TOUS DROIT A L'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

La CNSS, c'est un pour tous, tous pour un !

WWW.CNSS.TG

REGION DES PLATEAUX

LA **CNSS** EST A VOS CÔTÉS
du **06** au **21** Septembre **2024**

- ◆ Mise à jour des données personnelles
- ◆ Déclaration de familles sous AMU-CNSS
- ◆ Délivrance de la Carte Unique d'Assurance
- ◆ Contrôle de vie via BIOSECU

👤 CIP Agou 👤 Division régionale CNSS - Atakpamé
 👤 CHP Kpalimé 👤 CHR Atakpamé
 👤 CIP Notsé

📞 **8323**
AMUNDI VERIT AMU

Nouveau jeu de la LONATO

DES MILLIONS A GAGNER AVEC LE TIRAGE COMMUN ENTENTE (TCE) BENIN 2024



La Loterie nationale togolaise (LONATO) a lancé un nouveau produit commun aux pays du Conseil de l'Entente (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Togo), le Tirage Commun Entente (TCE) Bénin 2024. Ce jeu, qui remplace l'ancienne Tranche Commune Entente, se déroulera du 17 octobre au 7 novembre 2024. Selon AMEDOME D. Kokouvi, Directeur marketing et des innovations de la LONATO, cette innovation vise à offrir des gains plus attractifs aux joueurs. Le nouveau support de jeu est le Loto 5/90. Il remplace les tickets à grattage des éditions précédentes. Pour participer, les joueurs doivent miser un minimum de 500 francs CFA par ticket au loto super chaque jeudi. Les gagnants du loto super seront éligibles pour un tirage au sort hebdomadaire, qui sélectionne dix gagnants : un pour le Programme extraordinaire régional (PER) et neuf pour le

Programme national harmonisé (PNH). Au total, 40 gagnants seront tirés au sort sur la période du jeu. Les gagnants du PER recevront une prime de voyage de 200 000 francs CFA, un voyage en avion et un séjour tous frais payés d'une semaine à Cotonou, ainsi que la participation au grand tirage régional avec des lots allant jusqu'à 20 millions de francs CFA. Les gagnants du PNH se partageront des lots allant de 100 000 à 500 000 francs CFA. Le grand tirage régional de la TCE 2024 aura lieu le 22 novembre à Cotonou, où les gagnants du PER des cinq pays concourront pour le jackpot de 20 millions de francs CFA.

Togoreveil

FISA 2024

LES SECRETAIRES ET ASSISTANTS D'AFRIQUE A L'ECOLE DES ENJEUX DU NUMERIQUE A LOME



Le Forum International des Secrétaires et des Assistants (FISA 2024) bat son plein à Lomé. Cette deuxième édition prévue du 14 au 20 octobre 2024 et placée sous le haut parrainage du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, est ouverte par l'honorable Député, Princesse Raymonde Kayi Lawson-Boè, marraine, en présence d'un parterre de personnalités de marque. Les nouvelles technologies notamment l'Intelligence Artificielle, le congrès de la Fédération Africaine, et le concours « Coffret d'or » sont inscrits au menu d'un riche programme dont l'objectif est le renforcement de capacités des acteurs venus de plusieurs Etats africains.

Le rendez-vous de Lomé organisé sous le thème « Optimiser la performance des secrétaires dans le contexte du virage 4.0 et de l'intelligence artificielle », met l'accent sur l'importance des techniques de digitalisation et de la communication dans la pratique du métier de secrétariat.

L'IA n'est pas une menace

Loin d'être une menace, l'IA constitue plutôt une opportunité pour le monde

de secrétariat et d'assistantat, à en croire M. Blaza AWESSO, président du Cercle des Professionnels du Secrétariat et de l'Assistantat du Togo (CEPROSAT). Bien quelle suscite des craintes quant à l'avenir de certains métiers, M. AWESSO est convaincu quelle représente plutôt une véritable opportunité pour les secrétaires et assistants. « L'Intelligence Artificielle (IA) est perçue comme une menace pour certains emplois. Mais il s'agit d'une opportunité pour les Secrétaires et Assistants de pouvoir se réinventer, de redéfinir leur fonction et d'être utiles. D'abord nous avons des outils de l'Intelligence Artificielle qui sont très utiles et même salutaires dans le travail administratif. Pour cela, l'Intelligence Artificielle est une opportunité pour le corps des Assistants et Secrétaires », a-t-il expliqué.

Un espace de renforcement de capacités

L'édition de cette année prend en compte, la problématique de l'irruption du numérique dans les organisations des services de secrétariat et d'assistantat. Pour profiter de ces services, les

acteurs ont été invités à saisir les opportunités offertes afin d'assurer un avenir meilleur pour le secteur. M. AWESSO a appelé ses collègues à saisir ses outils technologiques, afin de s'orienter vers un modèle « papier zéro ». Pour ce faire, FISA 2024 se veut un espace de partage, d'apprentissage et de réflexion sur les enjeux de la transformation numérique notamment le renforcement de capacités en matière de cybersécurité et la protection des données sont prévus. « Nous avons choisi ce thème parce que le numérique est arrivé aujourd'hui de force dans l'entreprise. Qu'on le veuille ou non, le travail de secrétariat de demain sera numérique. Pour cela, il faut que les secrétaires et les assistants s'approprient déjà les outils et les méthodes afin de commencer déjà à travailler papier zéro pour répondre à ce besoin mondial qui est la numérisation de l'information. Parce qu'il faut travailler papier zéro, donc le numérique, le digital, il faut protéger les données », a-t-il soutenu.

La présidente de la Fédération Africaine des Professionnels du Secrétariat et Assistantat de Direction (FAPROSAD), Mme Joséphine

Françoise NZENGUE a salué l'esprit d'hospitalité du Togo ainsi que la contribution de ses autorités à la réussite de cet événement. Elle a salué l'engagement du président du CEPROSAT et son équipe pour l'organisation de ce Forum International.

L'IA oui mais l'humain au cœur des sociétés

Princesse Raymonde Kayi Lawson-Boè, marraine du forum de cette année, a exprimé sa satisfaction d'être associée à cet événement. Elle a souligné l'importance de maintenir un équilibre entre l'évolution technologique et l'aspect humain. « L'IA est utile, mais il ne faut pas oublier que ce sont les humains qui font fonctionner la société », a-t-elle affirmé. Elle a exhorté les participants au renforcement des liens de fraternité et de solidarité au sein des entreprises.

Au menu du programme, des conférences, des séminaires et tables rondes permettront aux participants d'explorer les meilleures pratiques et d'anticiper les défis futurs.

Ce forum, soutenu par les autorités togolaises sous le patronage du

Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, offre ainsi une opportunité unique aux professionnels du secrétariat de se préparer aux changements à venir et de participer activement à la révolution numérique.

Le forum de Lomé, qui se déroule sur cinq jours, rassemble des centaines de secrétaires et assistants venus de 16 pays africains, avec pour objectif de renforcer les compétences des participants. Parmi les temps forts de l'événement, figure le Congrès de la Fédération Africaine des Professionnels du Secrétariat et Assistantat de Direction (FAPROSAD), la révision des textes et le renouvellement du bureau fédéral.

En marge de ces activités, un concours panafricain, baptisé « Coffret d'or africain » et qui récompense les meilleurs secrétaires et assistants du continent est organisé. Le Togo, pays hôte sera représenté par trois (03) lauréats issus d'une sélection nationale.

Il faut rappeler que le Forum est organisé sous l'égide de la Fédération Africaine des Professionnels du Secrétariat et Assistantat de Direction (FAPROSAD).

La SAFER

LES JOURNALISTES S'IMPREGNENT DU FONCTIONNEMENT DES POSTES DE PEAGES

Les routes construites par le gouvernement doivent être entretenues. Les usagers utilisateurs des routes sont appelés à l'entretien des routes à travers leurs contributions. Au Togo la collecte de ces fonds est assurée par la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) grâce à la mise en place des postes de péage à des points stratégiques. Si certains pensent que ce sont des moyens pour l'Etat d'extorquer de l'argent aux citoyens d'autres ignorent toujours la destination de ces fonds. Si le citoyen ou les usagers ne comprennent pas le mécanisme, il leur sera difficile de jouer leur partition. Les usagers de la route doivent alors comprendre que pour être en bon état les routes doivent être entretenues, ce qui leur revient donc. C'est le rôle que jouent les péages. La réalité sur le terrain est tout autre et la SAFER a défis à relever. La visite lundi 14 octobre 2024 des sites stratégiques que sont le poste de péage de Kpome, Akepe et Davie par les journalistes et une délégation de la SAFER s'inscrit dans ce sens. La délégation de la SAFER avec à sa tête M. KPETO Agbryo Yao, Chef service exploitation des péages/présages à la SAFER a travers cette tournée expliqué aux journalistes le fonctionnement des péages afin de mieux communiquer et de sensibiliser la population.

Dans la collecte des fonds au niveau des usagers sur les postes de péage, les difficultés majeures rencontrées concernent la monnaie et des billets mutilés. «Les usagers arrivent souvent avec des billets qui sont tâchés ou carrément qui sont tellement mutilés qu'on ne peut pas utiliser. Dès que nos agents essaient de leur faire comprendre que les banques ne prennent pas où qu'on ne peut pas les utiliser, cela devient un problème majeur. L'autre souci c'est aussi la monnaie. Vous allez remarquer que quelqu'un vient pour pays 500f, il arrive avec un billet de 10 000f. Dès qu'on lui dit qu'il n'y pas la monnaie et qu'il faut serrer le temps de lui trouver la monnaie, il commence par faire des problèmes en faisant savoir qu'il n'a pas le temps et qu'il ne va pas attendre. C'est ce que nous gérons quotidiennement », a expliqué M. KPETO Agbryo Yao Chef service exploitation des péages/présages à la SAFER.

«Face à cette situation, on a fait des sensibilisation, des communications à l'endroit des usagers. Le message est que nous voulons qu'ils nous aident. Nous sommes là pour eux et eux aussi pour nous parce que sans usagers le poste de péage n'existe pas. Donc tout ce que nous leur demandons c'est de faire un effort pour apprêter la juste monnaie avant de venir affranchir le poste de péage. C'est vraiment une doléance, et s'ils peuvent nous comprendre et se comporter ainsi, cela va nous aider», a-t-il dit.

Par ailleurs l'autorité bancaire sensée accepter les billets refuse, occasion pour la SAFER d'inviter l'autorité à «appeler les banques commerciales à ne pas refuser ces billets mutilés Ça va nous limiter les difficultés »

Dans les cabines

Les cabines sont équipées des caméras à double objectifs. L'un est tourné vers l'extérieur et l'autre l'intérieur. «A un moment donné s'il y a de l'affluence on peut éviter de couper les tickets un à un. Mais il n'y a pas de risques que cette collecte n'ira pas à la Caisse de l'entreprise. Du moment où il y a une caméra à l'intérieur, le risque est zéro. Il n'y a pas de risques zéro mais c'est complètement minimisé», a souligné un Chef poste.

Au niveau des couloirs

Au niveau des postes de péage, il existe plusieurs couloirs selon la catégorie d'engins avec de différentes cabines. Il existe des couloirs pour les engins à deux roues, des



couloirs pour les poids lourds et de couloirs pour les poids légers. Les prix différents selon les engins. Dans la cabine et sur la machine le caissier où la caissière procède par des validations différentes pour pouvoir délivrer le ticket aux usagers. Le rouleau de tickets est à l'effigie de la SAFER.

Au niveau des postes non autorisée. C'est le caissier qui va vérifier l'engin en face de lui et définit le montant. Mais pour les postes automatisés, le mécanisme est installé de telle sorte que quand le véhicule arrive, le prix est en même temps affiché. Donc ici, c'est un poste non automatisé. Donc il revient au caissier où à la caissière de catégoriser l'engin qu'il a en face.

Des postes à télépéage

Le paiement par abonnement a des avantages. Les emballages et les attroupements ne seront plus des vôtres.

« Aujourd'hui nous avons deux sources où l'on peut aller procurer sa carte et faire un abonnement et aller se réabonner. Il y a la direction de la SAFER. Quand vous venez au sein de la direction de la SAFER vous pouvez acheter vos cartes, vos vignettes. Il y a la carte pour badger. Il y a une vignette qu'on peut coller sur la voiture. Outre la direction vous pouvez aussi aller à la poste, les CCP, où vous pouvez aussi trouver les cartes. Si vous avez de l'argent et vous avez un compte à la poste vous pouvez aller directement prendre sur votre compte et l'alimenter votre carte. Maintenant au passage quand vous badger on débite votre carte et normalement vous recevez un message sur votre portable qui vous donne le solde. Ça vous permet de suivre ce que vous avez sur la carte. Quand vous voulez voir que ça veut finir vous revenez et vous recharger encore. C'est donc les deux sources qui existent pour le moment. Mais nous sommes en tractation avec les compagnies de téléphones mobiles pour voir si dans un proche délai on peut aller par Flooz ou Tmoney. La SAFER invite les usagers à opter pour l'abonnement qui met les usagers et les caissières à l'abri des conflits liés non seulement à l'embouteillage mais et surtout des conflits liés aux monnaies », a expliqué M. KPETO Agbryo Yao.

D'autres hésitent toujours pour souscrire à l'abonnement parce que tous les postes de

péage sur toute l'étendue du territoire ne sont pas encore des postes à télépéage. « Tu peux payer à Davié par exemple mais arriver à Soutouboua tu es obligé de sortir du cash ce qui veut dire que l'automatisation n'a pas atteint l'ensemble des postes de péage. Pour le moment, c'est les légers qui sont concernés mais le poste de péage d'Aneho qui est en construction prend en compte tout. Quel que soit l'engin que vous disposez sur vous faites l'abonnement vous passez. Donc c'est notre poste phare et si Dieu fait grâce peut être que ce sera le poste qui va prendre en compte l'ensemble des catégories de véhicules. Mais très bientôt. Très bientôt on va l'ouvrir, la route n'étant pas encore réceptionnée ainsi que le poste de péage », a-t-il fait savoir.

La Régie

La régie contrôle tout sur un poste de péage. Tout ce qui se passe sur le poste le trafic, le passage, les paiements sont enregistrés. Tous les événements de toute la journée d'hier ont été déjà enregistrés, communiqués centralisés à la direction. S'il advenait par exemple que le compte de la régie est différent du compte du caissier c'est le caissier qui rembourse le manquant.

Les usagers contournent les péages et ne paient pas

Plus la ville s'élargit, plus on a des difficultés. Il y a un bon nombre de trafics qui se volatilise, parce que des gens prennent des raccourcis et contournent les péages. «Il n'est pas bon d'agir ainsi. Je pense qu'il y a de cela quelques années pour aller à Kpalimé tout le monde pleure. Aujourd'hui l'Etat mis les moyens pour construire la route. On cherche les moyens pour l'entretenir au moins pour dix ou 20 ans. C'est pour cela qu'il y a le péage. Mais rouler de Kpalimé jusqu'à l'entrée du poste et trouver qu'on peut passer par la brousse et aller sortir de l'autre côté, continuer par e que on ne veut pas payer au péage je pense que se fait du mal à nous même. C'est les usagers de la route qui paient pour l'entretien de la route. Même si la SAFER prendre des dispositions en barrant ces voies le problème persiste toujours. «Le cas du poste de péage de Kpome est un exemple. On avait pris les dispositions mais c'est qu'il y a les gens qui habitent dans la zone et c'est

des voies qui sont légales. On ne peut donc pas empêcher les gens là-bas d'aller chez eux à la maison. Les gens pensent que quand ils retrouvent un caissier où une caissière la personne à la possibilité de prendre l'argent et mettre dans sa poche. Chaque année les gens sont licenciés. Le patron ne lésine même pas là-dessus. »

Le poste automatisé de Davié

Sur un poste de péage on a à la tête un chef de poste. Les chefs d'équipe, parce que le poste de péage fonctionne 24/24. Il y a une vacation qui commence de 6h à 14h, une vacation qui va de 14h à 20h et une autre de 20h à 6h du matin. Après les chefs d'équipe, il y a les caissiers. Il y a également la cellule qui fonctionne comme un service de renseignement, elle supervise tout ce qui se passe sur un poste. Les agents qui travaillent là-bas rendent directement compte à leur supérieur hiérarchique à la direction juste pour évaluer qu'il y ait des combinaisons. Il y a les techniciens qui sont chargés de veiller à ce que l'électricité sur le poste fonctionne 24h/24. Après eux viennent les agents d'entretien. Il y a également les forces de l'ordre qui assurent la sécurité.

L'alimentation en énergie des postes des péages

Les postes de péage sont alimentés par trois sources d'énergie. Ce qui fait qu'ils ne connaissent pas de délestage. «Il y a donc la CEET qui est l'énergie classique, ensuite il y a les champs photovoltaïques qui normalement prennent le relais en journée. La nuit c'est la CEET. Mais en cas de défaillance, le groupe électrogène prend. Donc on fait tout pour que le carburant ne manque pas.»

Malgré sa détermination pour une meilleure performance, la SAFER est ralentie dans son élan par des comportements inciviques. La SAFER saisit l'occasion en invitant les usagers de la route à lui faciliter le travail pour mieux les satisfaire. Cela va dans l'intérêt des usagers qui prendront des routes bien entretenues. En pays au poste de péage les usagers financent l'entretien des routes.

K. Y.

Collaboration renforcée pour la promotion de la culture togolaise

LA MINISTRE KOUIGAN RENCONTRE LES ACTEURS CULTURELS

Dans le cadre de la politique de promotion culturelle au Togo, Madame Yawa Kouigan, Ministre de la communication, des médias et de la culture, et porte-parole du gouvernement, a tenu une réunion importante le 15 octobre 2024 avec les représentants des fédérations et corporations d'artistes. Cette rencontre, qui s'est déroulée dans la salle de conférence du ministère, marque un pas décisif vers un dialogue ouvert et inclusif entre le gouvernement et les acteurs du secteur culturel togolais. Cette initiative s'inscrit dans une démarche de renforcement de la collaboration avec les artistes, visant à identifier et à relever ensemble les défis du secteur. A cette occasion, Madame Kouigan a présenté les grandes lignes des réformes à venir, avec un focus particulier sur l'opérationnalisation du Fonds national de promotion culturelle (FNPC), qui prend le relais du Fonds d'aide à la culture (FAC). Le FNPC est conçu pour devenir un instrument stratégique majeur, ayant pour objectif de soutenir les initiatives

culturelles locales tout en renforçant la compétitivité du secteur aussi bien au niveau national qu'international. Dans ce cadre, la ministre a souligné l'importance d'une représentation équilibrée des acteurs culturels au sein des organes de gestion de ce fonds. Elle a ainsi invité les organisations artistiques à s'accorder pour désigner de manière concertée des représentants capables d'optimiser l'utilisation de ce nouvel outil de financement en faveur de la culture togolaise.

Conformément à la vision du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, qui s'articule autour de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, Madame Kouigan a encouragé une approche inclusive et participative dans la conduite des différents projets culturels. Elle a pris soin de recueillir les idées et suggestions des artistes présents, afin que ceux-ci puissent activement contribuer à la mise en œuvre des réformes.

FEMI Babatoundé



Pour plus d'efficacité dans le règlement des contentieux

LA COUR D'ARBITRAGE SE DIGITALISE



Au Togo, la modernisation des services publics franchit une nouvelle étape avec la dématérialisation des procédures de la Cour d'arbitrage (CATO). En fin de semaine dernière, cette institution a lancé une plateforme digitale dédiée au règlement des litiges entre partenaires d'affaires. Accessible en ligne, ce nouvel outil permet aux entreprises et aux particuliers d'introduire leurs requêtes à des fins d'arbitrage via une interface simplifiée, garantissant un processus plus transparent et des délais de traitement réduits. Selon la ministre du Commerce, Kayi Mivedor-Sambiani, « avec le lancement de cette plateforme, la CATO passe à une nouvelle étape de sa vie, celle de la digitalisation totale de ses procédures, partant du dépôt des requêtes à la reddition de la sentence, avec la possibilité de conduire un arbitrage intégralement en ligne ». Cette évolution marque un tournant dans la gestion des conflits commerciaux, désormais plus accessible et rapide grâce à la numérisation.

Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo

(CCI-Togo), José Kwassi Symenouh, a également salué cette initiative, la qualifiant de levier essentiel pour améliorer le climat des affaires. En effet, la numérisation croissante des services publics, amorcée par l'exécutif togolais ces dernières années, vise à rendre les procédures administratives plus fluides. L'objectif est de digitaliser au moins 75 % de ces démarches d'ici 2025.

Créée en 1989, la Cour d'arbitrage du Togo a pour mission d'assurer un environnement juridique et judiciaire sécurisé pour les affaires. En offrant un cadre fiable et adapté aux opérateurs économiques et investisseurs, elle constitue un pilier du système juridique togolais pour le règlement des différends commerciaux.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large de modernisation des services publics au Togo, permettant de renforcer la compétitivité du pays sur le plan économique et de garantir un climat des affaires plus attractif pour les investisseurs.

FEMI Babatoundé

LE TOGO ADOPTE SON CADRE DE FINANCEMENT DURABLE POUR ACCELERER LES ODD



Le Togo vient de franchir une nouvelle étape dans sa politique de développement durable avec la publication officielle de son Cadre de Financement Durable le 8 octobre dernier. Ce document, élaboré par le ministère de l'Economie et des Finances en collaboration avec S&P, se présente comme un outil essentiel dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et l'attraction d'investissements responsables. Conçu pour encadrer les efforts financiers en matière de durabilité, le cadre identifie 14 catégories de dépenses éligibles directement liées aux ODD. Ces dépenses sont réparties dans des secteurs prioritaires tels que le social, le climat et l'environnement, reflétant les engagements du Togo à construire un avenir plus inclusif et résilient face aux défis mondiaux. Le document ne se contente pas de lister les priorités. Il établit également des critères et principes d'investissement, ainsi qu'un processus rigoureux d'évaluation et de sélection des dépenses éligibles. Ces éléments visent à garantir que les fonds mobilisés sont alloués à des projets à fort impact, en adéquation avec les objectifs stratégiques du pays. Selon le ministre de l'Economie et des Finances,

Essowè Barcola, le Cadre de Financement Durable jouera un rôle central pour structurer les financements nécessaires à la transformation du pays. Il souligne notamment que cet outil « va permettre au Togo de mobiliser les fonds destinés à répondre à différents défis de manière ordonnée ».

Le ministre a également qualifié cette initiative de « cruciale pour la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale », mettant en lumière son importance pour offrir une vision claire et transparente des besoins et engagements du pays en matière de développement durable. Grâce à ce cadre, le Togo espère attirer non seulement les investisseurs nationaux, mais aussi internationaux, tout en renforçant sa résilience face aux enjeux sociaux et environnementaux.

Ainsi, cette démarche représente un signal fort de l'engagement du Togo pour un développement inclusif et durable, et vient structurer les bases d'un avenir plus vert et plus juste pour les générations futures.

Marcel SOGLO

Règle tes achats dans une
**nouvelle ère
 de simplicité**

Ton application TMoney évolue
 avec de nouvelles fonctionnalités



Super App

TMoney

Télécharge ton
 appli TMoney sur



IBbank Distributeur Officiel
 IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg



NOUVEAU

Bienvenue!
 Akouvi Massogblé

TMoney

Solde disponible

DERNIÈRE ACTUALISATION:
 19/04/2024 13:21:34

Retrait
 d'argent

Crédit/
 Forfait

Paiement
 Marchand

Donnée
 16.85 GB

Voix

SMS
 189 SMS

Mes trans
 TMoney pe
 de fiabilité
 145